

Bruxelles, le 12 février 2025

Communiqué de presse – Réseau associatif de Solidaris (Soralia, Sofélia, Liages, Esenca, Latitude Jeunes)

Gouvernement Arizona : un naufrage social au profit des plus riches !

Suite à la formation du nouveau gouvernement fédéral, les associations du réseau associatif de Solidaris (Soralia, Sofélia, Liages, Esenca, Latitude Jeunes) dénoncent la vision ultralibérale qui transparaît dans l'accord de majorité. Plutôt que de s'attaquer aux grands défis du 21^{ème} siècle (écart de richesses, dérèglement climatique, etc.), l'Arizona défend une politique d'activation, de responsabilisation et de contrôle, créatrice de souffrances et porteuses d'inégalités et d'exclusion qui impacteront directement l'ensemble de nos publics.

Le grand retour de l'austérité : une fausse bonne idée

Pour justifier son agenda antisocial, la droite ne cesse de psalmodier que les mesures d'austérité sont le remède aux maux économiques de la Belgique. Cette constance serait presque admirable si elle ne se traduisait pas par une augmentation importante des inégalités, basées tant sur la classe sociale, que le genre, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, etc. En outre, la ferveur ultralibérale n'empêche pas les faits d'être têtus : loin d'être un phare dans la tempête, l'austérité ne restaure pas la croissance et ne comble pas les déficits économiques.

Ainsi en Belgique, les politiques d'austérité mises en œuvre après la crise de 2008 n'ont pas relancé la croissance (le PIB est resté faible, autour de 1%), tandis que le taux de pauvreté a augmenté. Celles-ci bénéficient cependant aux plus riches, avec une augmentation du capital de 25% en termes réels entre 2008 et 2021 tandis que le revenu médian des Belges a quant à lui stagné. Les mesures d'austérité n'auront donc pas les effets économiques attendus, et aggraveront comme par le passé la situation économique et sociale des Belges.

Une composition de gouvernement critiquable et une vision punitive

Nos associations déplorent le manque de diversité des profils au sein des membres qui composent le gouvernement. Sur les 15 ministres, seules 4 sont des femmes. Aucune d'entre elles ne participera au Kern, ce comité ministériel restreint où les décisions essentielles sont prises. Comme l'explique Florence Vierendeel, chargée de communication politique chez Soralia, « la représentativité est une question fondamentale sur laquelle repose notre système démocratique. Si nos ministres ne sont pas à l'image de la population belge, comment garantir l'inclusion de toutes et tous dans les futures réformes ? ».

Le portefeuille du ministre chargé de l'Égalité des chances, Rob Beenders (Vooruit), est par ailleurs assorti d'une nouvelle compétence, « la lutte contre la fraude sociale ». Cette évolution n'est pas anodine et s'inscrit dans la ligne directrice de l'accord de coalition, qui se lance dans une véritable chasse aux chomeuses·eurs. Pourtant, selon le SPF Finances, la fraude fiscale s'élève à près de 30 milliards d'euros par an en Belgique, alors que la fraude sociale ne représente que 500 millions d'euros.

Cette vision punitive s'exprime à travers l'ensemble de l'accord. Comme l'indique Lucie Pé, chargée de projets chez Latitude Jeunes, « il y a par exemple un changement significatif dans la manière dont les jeunes sont perçus·es. Dans l'accord de 2020, une attention particulière était portée à la formation, l'inclusion sociale et à l'emploi, là où, dans l'accord de 2025, les jeunes sont appréhendés·es à travers la répression et la sécurité. L'objectif est à présent qu'aucun·e d'entre elles·eux ne "passe à travers les mailles du filet" ».

Travailler plus pour gagner moins, tout en protégeant les plus riches

Malgré la taxation à 10% des plus-values futures réalisées sur les actifs financiers, les épaules des plus riches sont largement préservées. Leur contribution ne s'élève qu'à 6% de l'effort budgétaire. L'objectif de l'Arizona est avant tout « d'assainir les finances publiques » à travers les réformes sur le marché du travail et les pensions, qui se feront sur le dos de la classe moyenne et des personnes les plus vulnérables.

Rappelons que les pensions en Belgique sont déjà parmi les plus basses d'Europe. Or, les réformes prévues par ce nouveau gouvernement vont à nouveau réduire le montant de la pension légale et pousser celles et ceux qui le peuvent à se tourner vers des systèmes privés de pension (deuxième et troisième pilier). Comme l'indique Ermeline Malcotte, chargée d'études chez Liages, « les femmes et les personnes précaires seront les plus lourdement affectées par ces réformes, comme en témoigne l'écart de pension complémentaire entre les femmes et les hommes, qui est de 50%. »

Au niveau de l'emploi, les mesures annoncées vont par ailleurs créer des discriminations. Comme l'explique Manon Cools, coordinatrice chez Esenca, « en demandant aux employeuses·eurs de contribuer à hauteur de 30% de l'indemnité à charge de l'INAMI pour les travailleuses·eurs en incapacité pendant deux mois au-delà du mois de salaire garanti, il est évident que des discriminations à l'embauche vont s'opérer pour minimiser leur risque financier, notamment envers les personnes en situation de handicap, de maladie chronique, etc. ! ».

La santé, une vraie priorité ?

A l'heure actuelle, près de 60% des personnes malades de longue durée sont en incapacité de travail ou en invalidité pour des troubles liés à la santé mentale ou d'ordre musculosquelettiques. Or, plutôt que d'améliorer les conditions de travail et de garantir une vie digne à toutes et tous, ce nouveau gouvernement préfère activer ces personnes dans un processus contraignant, à travers des mécanismes de contrôle, ce qui est totalement contre-productif et augmente le risque de rechute et d'aggravation des problèmes de santé.

Autre fait inquiétant concernant la santé : le manque d'évolution concernant le droit à l'avortement. Selon l'accord, la modification de la législation actuelle devra faire l'objet d'un « consensus au sein des partis de la majorité ». Or, certains d'entre eux sont réfractaires à une évolution de la loi, notamment concernant l'allongement du délai légal. Comme le dénonce Eloïse Malcourant, chargée de communication chez Sofélia, « il s'agit une nouvelle fois d'un marchandage politique honteux qui a été réalisé sur le dos des femmes, comme en 2020 où le CD&V avait négocié sa montée au gouvernement en cadenassant le débat ».

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous !

Le constat est clair : plutôt que de combattre les vraies causes qui créent l'exclusion et la pauvreté, ce nouveau gouvernement s'attaque de plein front aux individus (travailleuses-eurs, chomeuses-eurs, malades de longue durée, etc.). Plutôt que de valoriser la plus-value de notre modèle de protection sociale universelle, qui vise à ne laisser personne sur le côté dans un esprit de solidarité et qui garantit le bien-être de notre population, cette coalition opère un basculement vers un dispositif d'aide sociale conditionnée.

Pour notre réseau associatif, cette situation est inacceptable, d'autant plus que les mesures économiques annoncées ont déjà prouvé leur inefficacité par le passé et préservent les épaules les plus riches du pays. C'est pourquoi, en tant que corps intermédiaires et aux côtés des mutualités, des syndicats et d'autres associations, nous continuerons à nous battre et à défendre au quotidien des solutions pour garantir un modèle de société solidaire, inclusif et viable économiquement, notamment à travers la justice fiscale ou encore le renforcement de notre Sécurité sociale.

Pour faire entendre votre/notre voix, nous vous donnons rendez-vous demain, jeudi 13 février, à 10h à la gare du Nord à Bruxelles pour la manifestation nationale contre l'accord de gouvernement Arizona.



Les associations du réseau Solidarist

Soralia

Soralia est un mouvement mutualiste féministe d'éducation permanente riche de plus de 100 ans d'existence et actif partout en Fédération Wallonie-Bruxelles. Regroupant 9 régionales, une Fédération de Centres de Planning familial, des centres de promotion sociale et des centaines de comités locaux, nous militons et menons des actions au quotidien pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous défendons des valeurs et des principes fondamentaux tel-le-s que le féminisme, l'égalité, la solidarité, le progressisme, l'inclusivité et la laïcité.

Contact : Florence Vierendeel - florence.vierendeel@solidarist.be - 0473 53 05 57 - www.soralia.be

Esenca

Esenca défend toutes les personnes en situation de handicap, atteintes de maladie grave, chronique ou invalidante. Véritable syndicat des personnes en situation de handicap depuis plus de 100 ans, Esenca agit concrètement et sur le terrain en FWB pour faire valoir les droits de ces personnes : lobbying politique, luttent contre toutes formes de discriminations, campagnes de sensibilisations, services d'aide et d'écoute, apport et partage d'expertise pour construire ensemble une société toujours plus inclusive, solidaire et accessible.

Contact : Manon Cools - manon.cools@solidarist.be - 0473 53 05 57 - www.esenca.be

Liages

L'ASBL Liages est une association du réseau Solidaris qui représente et défend les droits des personnes de plus de 55 ans depuis 1977. Nous militons contre les inégalités sociales et l'âgisme afin de défendre les intérêts des seniors et de veiller à leur autodétermination et leur émancipation. Nous nous concentrons sur différents thèmes liés au bien-être et à l'inclusion sociale des personnes âgées : citoyenneté, éthique, santé, sécurité sociale ainsi que l'accès à la culture et aux loisirs.

Contact : Ermeline Malcotte - Ermeline.Malcotte@solidaris.be - 0492 45 33 03 - <https://www.liages.be/>

Sofélia

Sofélia – La Fédé militante des Centres de Planning familial solidaires assure, d'une part, la coordination de 17 Centres de Planning familial et autres points de contact en Wallonie et à Bruxelles, et d'autre part, met en place des campagnes de sensibilisation. Sofélia a pour objectif principal de garantir à tout·e·s un accès égal à l'information et aux services disponibles en matière d'éducation relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS). Cet objectif s'inscrit dans une optique d'offrir les moyens à chacun·e de tendre vers un épanouissement personnel, dans le respect de soi, de l'autre, et de l'égalité entre les genres.

Contact : Eloïse Malcourant - eloise.malcourant@solidaris.be - 0472 48 48 60 - www.sofelia.be

Latitude Jeunes

Latitude Jeunes est l'Organisation de Jeunesse du réseau associatif de Solidaris. Elle propose des séjours, des formations et des animations aux enfants et aux jeunes (3-25 ans). Elle s'adresse aussi aux professionnel·le·s de la jeunesse en proposant des outils, des formations et des animations en milieu scolaire ou associatif. Latitude Jeunes place les jeunes au cœur de l'action. Elle vise ainsi des méthodes participatives et réalise des projets pour et par les jeunes, afin de les aider à devenir des citoyen·ne·s responsables, actifs·actives, critiques et solidaires.

Contact : Gwendoline Rovai - gwendoline.rovai@solidaris.be - 02 515 04 54 - <https://www.latitudejeunes.be/>